

la presse

MONTRÉAL
MARDI 16 OCTOBRE 1976

La stratégie des USA en Afrique du Sud n'obtient pas les succès espérés

par Yves LECLERC

La stratégie américaine dans le sud de l'Afrique est de susciter la création d'une bourgeoisie d'affaires noire qui servirait de coussin entre la population et les régimes blancs de Salisbury et de Pretoria, et qui éventuellement succéderait à ceux-ci.

C'est en substance ce qu'a affirmé samedi M. Joe Saloodjee, principal orateur invité à la «Journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud», organisée par le Conseil québécois de la paix et parrainée par la CEQ et une vingtaine d'autres organismes.

M. Saloodjee, représentant au Canada du Congrès national africain, a cependant noté que cette «solution» ne rencontre pas les succès espérés. En Rhodésie, elle est rejetée par la majorité de la population noire, alors qu'en Afrique du Sud, elle se heurte à la résistance des dirigeants blancs.

Son principal effet jusqu'ici aurait été de mener au «règlement interne» de l'an dernier en Rhodésie, où trois leaders noirs «modérés» participent maintenant au gouvernement de Ian Smith.

D'ailleurs, une bonne partie de la journée de samedi a été consacrée à la question rhodésienne, notamment à cause de la présence de représentants des deux groupes constituants du Front patriotique, le ZAPU et le ZANU.

Ceux-ci, qui sont évidemment bannis de Rhodésie et qui ont installé leurs quartiers généraux dans des pays voisins, poursuivent actuellement de concert leurs opérations de guérilla et dénoncent le «règlement interne» comme un faux-suyant qui ne règle en rien les problèmes réels, et comme une trahison de la part des leaders noirs qui se sont faits «complices du système».

Cependant, au cours du débat sont apparues certaines divergences entre les groupes d'opposition au régime, principalement sur la question du racisme: les uns voient celui-ci comme le premier ennemi à combattre, tandis que pour les autres il n'est qu'une émanation du colonialisme et du capitalisme occidentaux qui sont les véritables adversaires.

Interrogés sur les raisons pour lesquelles les groupes nationalistes du Zimbabwe (le nom africain de la Rhodésie) ne parviennent pas à s'unir, les porte-parole ont répliqué que l'unité n'est pas un événement, mais un processus qui se réalisera graduellement en réponse aux exigences de la lutte contre le régime colonialiste.

La journée comportait également des présentations de diaporamas et de films, et une abondante documentation. Elle s'est terminée par l'adoption d'une résolution réclamant des gouvernements canadien et québécois le respect des résolutions des Nations unies sur l'Afrique du Sud et la Rhodésie.



Conseil québécois de la paix

14 octobre 1978

RESOLUTION

Le Conseil Québécois de la Paix, et les organisations parrainant cette journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, ce samedi 14 octobre 1978, à Montréal, dénoncent encore une fois avec véhémence l'apartheid ce crime contre l'humanité et fait appel aux gouvernements du Canada et du Québec de tout faire pour respecter les résolutions de l'O.N.U. contre l'apartheid afin d'isoler le régime raciste de l'Afrique du Sud sur le plan économique, politique et militaire.

Cette conférence québécoise contre l'apartheid fait appel aussi aux organisations et individus présents et aux québécois en général, de redoubler la solidarité avec les luttes légitimes de la majorité sud-africaine et avec leur mouvement de libération nationale et de faire des pressions nécessaires pour que les résolutions adopté par les Nations Unies soient mise en vigueur par notre gouvernement et que l'apartheid et le racisme soient bannis pour toujours de la carte du monde et les peuples sud-africains vivent dans la dignité et la justice.

Adopté à l'unanimité par les participants.

14 octobre 1978.

Le Conseil québécois de la paix (ex Comité moratoire du Vietnam) est affilié au Conseil mondial de la paix, une organisation internationale non-gouvernementale (O.N.G.) accréditée auprès des Nations Unies.

C.P. 475, STATION OUTREMONT, MONTREAL, QUEBEC – H2V 4N3 – CANADA.